

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.2/1994/5
11 avril 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Groupe de travail des formes
contemporaines d'esclavage
Dix-neuvième session
25 avril - 4 mai 1994
Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DE L'EVOLUTION DANS D'AUTRES DOMAINES DES FORMES
CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE

L'exploitation et la traite des êtres humains sous toutes leurs formes
affectant les enfants, en particulier le phénomène des enfants des rues
et des enfants soldats, la traite illégale à des fins d'adoption et
la transplantation d'organes

Renseignements fournis par des organisations non gouvernementales
comme suite à la résolution 1993/5 de la Sous-Commission

COMITE CONSULTATIF MONDIAL DES AMIS

[17 décembre 1993]

1. Alors que la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée aux Nations Unies, proclame que les enfants de moins de 15 ans ne doivent pas être enrôlés dans les forces armées (art. 38), on constate que, dans une série de conflits d'Amérique latine, les enfants appartenant à des groupes autochtones ont été mêlés aux combats. L'Année internationale des peuples autochtones paraît être une période indiquée pour se préoccuper de ce fait. Les renseignements présentés ci-dessous (émanant de sources publiques) permettront peut-être de se faire une meilleure idée de la question des enfants soldats.

Colombie

Service militaire forcé

2. Les guérilleros ont parfois risqué de compromettre leurs relations de coopération avec les villageois en enlevant de jeunes garçons. Un certain nombre de ceux qui ont été forcés de s'enrôler dans l'armée des guérilleros appartenaient à la minorité indienne 1/.

Guatemala

3. Au Guatemala, à la fois l'armée et ses patrouilles de défense civile ont recruté de force des autochtones de moins de 18 ans. Certains jeunes Indiens âgés de 15 à 18 ans sont passés des "projets de développement local" à la lutte armée par souci de justice sociale.

Armée régulière

4. En 1988, l'armée possédait "des bases principales dans chacun des 22 départements du Guatemala et des garnisons dans pratiquement chaque localité de plus de 10 000 habitants" 2/.

Résistance à la conscription forcée

5. Les paysans de San Lucas Toliman se sont plaints de ce que l'on envoyait des soldats pour obliger des jeunes et des enfants à s'enrôler dans les forces armées. Les soldats, dont certains étaient en uniforme et d'autres en civil, n'ont tenu aucun compte de l'âge, de l'état civil ou de la situation sociale lorsqu'ils ont emmené des marchands de plein-air, des jeunes garçons qui jouaient dans les cours de récréation ou d'autres jeunes simplement rencontrés dans un autocar 3/.

6. Les Mayas ont réclamé la démilitarisation de la société guatémaltèque. Ils ont protesté en déclarant que, depuis une dizaine d'années, le recrutement militaire se fait de manière autoritaire et discriminatoire. Ils déclarent que le fait d'enlever des mineurs ne semble pas préoccuper l'armée 4/.

7. Les Mayas proposent que l'Etat crée un service social rémunéré, afin que les jeunes puissent opter pour un service utile à leur communauté et contribuer au développement culturel, économique et social, au lieu d'être forcés de tuer 5/.

8. Le député Otto Rolando Ruana a protesté, auprès de la Commission des droits de l'homme du Congrès, contre le fait que le commandement militaire de Jalapa et d'El Peten, au mépris des dispositions constitutionnelles, recrutait illégalement des jeunes garçons sans prendre en considération l'âge, l'état civil, ou le fait que certains conscrits sont fils uniques et que leur famille ne peut compter que sur eux pour subsister 6/.

Patrouilles de défense civile

9. Les Patrouilles de défense civile ont été créées en 1981 sous le gouvernement de Rios Montt. En 1982-1983, on considérait qu'en forçant les Indiens à faire partie des patrouilles on contribuait à la lutte contre l'insurrection 7/. En 1984, le système englobait "pratiquement tous les Indiens de sexe masculin de 16 à 60 ans originaires des hauts plateaux de l'ouest" 8/.

Conscription forcée

10. Le Pro Justice and Peace Committee a signalé, en 1989, que plus d'un million d'autochtones avaient été forcés de rejoindre les Patrouilles de défense civile constituées sous les auspices de l'armée 9/. Des agents civils à la solde de l'armée, aidés par d'autres civils armés, enlevaient au hasard des jeunes hommes, y compris des mineurs, et, au mépris de la Constitution et de la loi, les enrôlaient de force dans les patrouilles, comme au temps de la "presse" 10/.

11. En 1989, dans au moins une localité (Santa Lucia Utatlan), des femmes autochtones, y compris certaines âgées de 15 à 18 ans, ont été, malgré l'opposition de leurs parents, forcées par l'armée de constituer une unité de réserve militaire 11/.

Mauvais traitements

12. Le Pro Justice and Peace Committee a déclaré : "Les jeunes sont maltraités dès le moment où ils sont appréhendés. Dans les casernes, ils sont traités plus mal que des animaux par les sous-officiers et officiers, qui sont presque tous des Ladinos" 12/.

Le travail forcé

13. Les personnes recrutées dans les Patrouilles de défense civile ont été requises d'effectuer dans leur région des travaux non rémunérés pendant 8 à 24 heures au cours de périodes variant entre 4 et 15 jours, selon l'importance numérique de leur communauté et la sévérité des contrôles. En 1988, ces milices sont restées actives principalement dans les zones où la lutte entre l'insurrection et les forces anti-insurrectionnelles était le plus acharnée 13/.

14. Le Conseil des communautés ethniques 14/, dirigé par Amilcar Mendez Urizar, vient en aide à ceux qui veulent résister au service forcé des Patrouilles de défense civile, y compris les moins de 18 ans. Il a aidé plus de 600 hommes et jeunes garçons, dont beaucoup sont analphabètes, à rédiger des lettres où ils demandent à ne plus servir dans les patrouilles.

15. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1991/51, a recommandé que le recrutement dans les Patrouilles de défense civile respecte l'âge de 18 ans comme étant la limite d'âge inférieure pour la conscription dans les forces armées. Lors de la session de 1992 de la Commission, le représentant de Pax Romana a déclaré que le gouvernement ne s'était pas encore conformé aux dispositions de la résolution 15/.

Mouvements de guérilla

16. Jusqu'à la fin de l'année 1978, les groupes ethniques autochtones ont préféré la méthode de l'organisation des masses populaires à celle de la lutte armée, mais en 1979 cette attitude a commencé d'évoluer en raison des plans anti-insurrectionnels de l'armée 16/. L'expérience a appris à de nombreux Indiens âgés de 15 à 30 ans que les organisations de guérilla fournissaient des moyens de subsistance à la communauté 17/ et représentaient pour les jeunes une manière d'éviter le service militaire forcé. Après 1980 et les années de répression, des milliers d'Indiens ont rejoint les organisations de guérilleros, en particulier l'Ejercito Guerrillero de los Pobres, créé en 1972. Ces forces ont été presque toutes anéanties au cours des campagnes menées par l'armée de 1980 à 1985. En 1987, l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (coordination des groupes de guérilleros avec laquelle le gouvernement est censé négocier au titre des accords de paix centraméricains) avait plus de fusils que de militants 18/ (le mouvement comprend à la fois des soldats et des civils).

Nicaragua

17. Les groupes indiens qui habitent la côte Atlantique de la moitié orientale du Nicaragua sont les Miskitos (environ 80 000), les Sumas (environ 4 000) et les Ramas (environ 800). Quand la région a été incorporée à l'Etat nicaraguayen en 1894, ces Indiens jouissaient d'une relative autonomie politique.

18. En 1981, les pressions exercées par le gouvernement sandiniste ont provoqué l'exode d'un certain nombre de Miskitos en direction du Honduras, et ces Indiens ont engagé une lutte armée pour reconquérir leurs droits traditionnels d'autonomie. Craignant que les Indiens miskitos ne viennent s'ajouter aux forces des Contra, les sandinistes ont procédé entre 1981 et 1983 à la réinstallation d'une partie de la communauté miskito, ainsi éloignée de ses villages 19/. Ceux qui se sont réfugiés au Honduras voisin se comptent par milliers.

19. Après le mois de décembre 1983, le gouvernement sandiniste a essayé de réparer les erreurs politiques qu'il avait commises à l'égard des peuples autochtones de la côte Atlantique, et il a décrété l'amnistie en faveur de ceux qui avaient fui, reconnu les violations commises par l'armée, et mis en place un système d'indemnisation. Le gouvernement a également commencé à

accorder aux Indiens une plus grande autonomie sur le plan politique et économique 20/.

20. Parmi les moins de 18 ans, certains ont combattu aux côtés des groupes indiens et parmi les moins de 15 ans, certains ont été utilisés comme gardes 21/. Au camp d'entraînement des Indiens Miskitos, le commandant a déclaré à un journaliste "Ces jeunes sont les meilleurs éléments de notre armée. Ils n'ont pas peur de la guerre" 22/. Il arrive que les officiers aillent chercher les jeunes garçons dans les camps de réfugiés.

Pérou

21. Selon Claude Auroi, le Sentier lumineux n'est pas un mouvement de libération des Indiens, car ceux-ci ne font qu'échanger leur maître contre un commissaire politique 23/. En fait, de nombreuses communautés indiennes des Andes se sont retournées contre le Sentier lumineux en raison du fait que ce dernier obligeait plus ou moins les jeunes à accomplir un service militaire à ses côtés. Les guérilleros ont employé les mêmes méthodes que l'armée gouvernementale, qui a l'habitude des incursions dans les villages, d'où elle emmène de force des recrues 24/.

22. Simon Strong déclare que parfois le Sentier lumineux s'est infiltré dans l'Eglise et a enlevé des enfants indiens qui faisaient partie de ses organisations de jeunesse. A Ayavir, où les bancs de l'église sont bondés d'Indiens coiffés du chapeau melon marron, le Père Hilario Huanca précise : "On enlève en pleine rue des garçons et des filles qui parfois ont seulement 12 ans, et qu'on ne revoit plus pendant une semaine. On dit à ces enfants qu'on les tuera s'ils ne coopèrent pas par la suite" 25/. A Lima, quand le Père Mariano a compris que ses jeunes indiens étaient recrutés par le Sentier lumineux, il a fermé l'école du monastère 26/.

23. Le Sentier lumineux s'est montré particulièrement dur à l'égard des 50 000 Indiens Ashaninkas qui habitent les régions de Ehi, Tambo et Pichis, dans la forêt pluviale amazonienne du centre du Pérou. Il a adopté des méthodes impitoyables à l'égard de ces Ashaninkas, qui vivaient en totale harmonie avec leur environnement dans un monde peuplé de mythes. Selon un porte-parole des Indiens, les guérilleros du Sentier lumineux ont essayé de les employer au démembrement des terres communautaires et ils ont emmené les enfants pour les utiliser dans leurs armées 27/.

24. En février 1990, les chefs indiens ayant décidé de constituer une armée pour défendre leur territoire, le Sentier lumineux a redoublé de violence, de sorte que des milliers d'Ashaninkas ont fui dans les profondeurs de la forêt. Des milliers d'entre eux ont été capturés et regroupés comme du bétail dans des camps appelés "territoires libérés" ou "bases d'opérations ouvertes" et tous les enfants de plus de 11 ans ont été enrôlés dans les milices et dans les camps d'autodéfense 28/.

NOTES

1/ La vie quotidienne en Colombie au temps du cartel de Medellin, par Hubert Prolongeau. (Paris, Hachette, 1992), p. 191.

2/ Guatemala Indians and the State : 1540 to 1988, publié sous la direction de Carol Smith (Austin, University of Texas Press, 1990), p. 272.

3/ Human Rights in Guatemala 1990 (Guatemala City, Pro Justice and Peace Committee, octobre 1990).

4/ The Mayan People and Human Rights 1992 (Guatemala City, Pro Justice and Peace Committee, juillet 1992), p. 10 et 11.

5/ Ibid., p. 27.

6/ Human Rights in Guatemala 1990, op. cit.

7/ "Le chagrin et l'effroi au Guatemala", par Maurice Lemoine, Paris. Le Monde diplomatique, décembre 1991.

8/ Smith, op. cit., p. 272.

9/ Human Rights in Guatemala 1989 (Guatemala City, Pro Justice and Peace Committee, 1990).

10/ Déclaration de Mgr Conedera, Pax Romana. Commission des droits de l'homme, Compte rendu analytique de la 40ème séance, E/CN.4/1992/SR.40 (Genève, Conseil économique et social, 9 avril 1992).

11/ Human Rights in Guatemala 1989, op. cit.

12/ Human Rights in Guatemala 1989, op. cit.

13/ Smith, op. cit., p. 272 et 273.

14/ "Guatemalan gets human rights honor". USA Today, 20 novembre 1990.

15/ E/CN.4/1992/SR.40.

16/ Guatemala Indians and the State : 1540 to 1988, publié sous la direction de Carol Smith (Austin, University of Austin Press, 1990), p. 254.

17/ La guerre en terre Maya, par Yves le Bot (Paris, Karthala, 1992), p. 127.

18/ Ibid., p. 195.

19/ Inside Central America, par Clifford Krauss (New York, Simon & Schuster, 1991), p. 154.

20/ Ibid., p. 159.

21/ "Indian rebels could be key in Contra campaign", par Julia Preston, Zurich, International Herald Tribune, 28 mai 1986.

22/ "Les petits soldats" par Denis Reichle, Paris, Marie-Claire,
octobre 1989.

23/ Des Incas au Sentier lumineux, par Claude Auroip (Genève,
Georg, 1988), p. 181.

24/ Le Sentier lumineux du Pérou, par Alain Hertoghe et Alain Labrousse
(Paris, La découverte, 1989), p. 93.

25/ Shining Path, par Simon Strong (Londres, Fontana, 1992), p. 177.

26/ Ibid., p. 183.

27/ "Peruvian Indians find no salvation in Shining Path",
Nicole Bennett, Londres, The Guardian Weekly, 3 mai 1992.

28/ Ibid.
